

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, à France-Inter le 15 avril 2002, sur la mission de M. Colin Powell au Proche-Orient, les actes de violence antisémites et les besoins exprimés par les Français à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle.

S. Paoli - Alors que s'agissant des deux principaux candidats à la présidentielle, les intentions de vote au premier tour n'ont jamais été aussi basses, comment les Français éliront-ils leur prochain Président ? Cette dernière semaine de campagne avant le premier tour ravivera-t-elle la mobilisation des électeurs, empêchera-t-elle la dispersion des voix ?

Ma première question s'adresse plutôt au Président de la République, mais c'est l'actualité internationale qui la commande : comment va-t-on réagir à ce qui se passe au Proche-Orient ? Au delà des mots, quelle mesure d'accompagnement pour qu'enfin quelque chose se produise ?

- "Ce que vient de dire M. Lemonnier est tout à fait marqué au coin du bon sens et de la réalité.

J'y ajouterais simplement une nuance d'optimisme, ce qui est dans ma nature. Chacun voit bien que, sans un engagement très fort des Américains, les forces du monde qui sont concernées par cette affaire du Moyen-Orient n'ont pas la possibilité d'influencer le gouvernement d'Israël. Les Américains, après avoir longtemps hésité, ont commencé à s'engager, ce qui est un élément positif. La mission de C. Powell est une mission difficile, qui avait pour objectif de permettre le retrait immédiat des troupes d'Israël - ce à quoi le gouvernement d'Israël est tout à fait opposé dans l'état actuel des choses - , en contrepartie de l'arrêt du terrorisme bien entendu - ce à quoi le Président Arafat n'accepte qu'après le retrait des forces israéliennes, puis un cessez-le-feu et une reprise du processus politique. Il y a deux éléments nouveaux depuis quelques jours : le réengagement américain, peut-être insuffisant mais quand même fort, peut être accompagné alors par un engagement plus fort de la part de l'Europe, de la part de la Russie et des pays arabes, comme on l'a vu il y a quelques jours à Madrid. C'est un élément important.

Deuxièmement, cette proposition d'une conférence internationale, dont on ne sait pas encore exactement ce qu'elle pourrait être, mais qui est un pas nouveau dans la mesure où le Premier ministre israélien avait toujours refusé tout processus conduisant à l'internationalisation du conflit. C'est donc tout de même, un pas nouveau. Si cette conférence internationale - dont je note que Sharon la propose sans la présence des Européens, mais dont Arafat demande qu'elle se tienne le cas échéant avec la présence des Européens - pourrait peut-être être une voie nous conduisant dans la bonne direction."

C'est donc maintenant au candidat que je pose la question. Comment se fait-il qu'il n'y ait que la France et la Belgique qui se soient véritablement, à travers vos prises de position et celles aussi de M. Védrine s'agissant de la France, engagées dans une position plus lisible que les Européens ? Pourquoi une telle absence de l'Europe ?

- "Je ne suis pas sûr que l'on puisse dire cela comme ça, dans la mesure où l'Europe a réfléchi et qu'elle a pris position, ensemble, depuis Berlin en 1999 jusqu'à Barcelone tout récemment. C'est

de façon unanime qu'elle a soutenu le processus que nous proposons et que je rappelais, tout à l'heure, et qui commence par le retrait naturellement des forces israéliennes, l'arrêt et la condamnation sans phrase du terrorisme. Elle est tout de même présente. Il a ce que l'on voit de l'extérieur et il y a la réalité des choses. Les chefs d'Etat et de Gouvernement sont en contact permanent, tous les jours, depuis longtemps déjà, depuis des semaines, sur ce sujet. Ces contacts n'ont fait que s'amplifier. N'oubliez pas que dans l'évolution américaine ou dans l'évolution des uns ou des autres l'argumentation, l'amicale pression de l'Europe n'y soit pour rien. Simplement, c'est la phase cachées des choses. C'est la diplomatie."

Il vous paraîtrait concevable qu'une Conférence internationale puisse se tenir sans l'Europe ?

- "Non, je ne crois pas. Je crois qu'une conférence internationale devrait forcément se faire en présence de l'Union européenne et notamment de M. Solana, son représentant, et également en présence de l'ONU qui a pris très clairement les positions qui ont été entérinées par le Conseil de sécurité et qui vont également dans le même sens. Au point où nous en sommes, je crois qu'une Conférence internationale devrait regrouper l'ensemble de ceux qui ont une participation - j'y inclurais même la Russie pour ma part."

Voilà une situation internationale qui affecte notre propre situation intérieure et notamment sur les questions de sécurité : il y a toujours la montée d'actes antisémites en France ? Qu'en dites-vous ?

- "J'en ai dit ce que toute personne de bon sens et tout Français digne de ce nom pouvait dire. J'ai bien entendu condamné de façon tout à fait claire ces actes qui, au-delà de ce qu'ils représentent sur le plan de l'antisémitisme, de la xénophobie et du racisme sont totalement contraires à ce que sont les valeurs de notre République. Je voudrais dire que la France ne sera jamais une juxtaposition de communautés. C'est un pays qui est uni. Et je voudrais appeler, dans ce domaine, à la vigilance. Je voudrais appeler chacun, au-delà des difficultés que nous connaissons, au respect de l'autre, au dialogue, à la tolérance, à la mesure. Ce n'est pas en mettant de l'huile sur le feu naturellement qu'on simplifie ou qu'on améliore les situations. Je souhaite que chacun s'engage résolument pour préserver, pour défendre, pour renforcer cet héritage précieux qu'est notre nation et notre communauté de destins. Naturellement, il faut condamner ces actes mais, au-delà, il faut défendre notre cohésion nationale. Il faut comprendre que la nation n'est pas seulement notre héritage. C'est évidemment notre passé, mais c'est aussi notre avenir. C'est la garantie de nos libertés fondamentales, la liberté de conscience, de pensée, la liberté religieuse. C'est elle qui permet à toutes les sensibilités de s'exprimer et d'être représentées. C'est elle qui représente la différences et qui offre un cadre protecteur à tous dans notre nation. La première solidarité est la solidarité nationale bien entendu. Je souhaite que les Français entendent ce message."

C'est la dernière semaine de campagne avant le premier tour et nous sommes tous frappés - vous aussi j'imagine - par l'indécision des Français et le risque de dispersion des voix au premier tour. Quelle analyse faites-vous de tout ça, à travers tout ce que vous avez peut-être pu sentir, entendre, mesurer pendant cette campagne du premier tour ?

- "Je comprends parfaitement que les Français ne soient pas, aujourd'hui, satisfaits. Ils font des analyses différentes sur les raisons de cette insatisfaction, mais ils sont insatisfaits. Ce qui justifie de leur part, compte tenu du nombre des candidats naturellement, les réactions que vous venez d'évoquer. Ce que je voudrais souligner, c'est que dans les difficultés que nous connaissons sur le plan intérieur et dans les incertitudes - voir les drames - auxquels nous sommes confrontés sur le plan international, il faut revenir à quelques notions simples, qui sont l'autorité de l'Etat, la cohésion de la nation, et l'unité de la République. Je crois que c'est autour de ces notions fortes que l'on peut reconstruire la France. Je veux dire par là que l'on peut renforcer la France et à partir de là répondre clairement aux besoins des Français."

Vous avez l'impression qu'on risque de se retrouver dans une situation - nous évoquions les Etats-Unis tout à l'heure - à l'américaine, où on pourrait avoir un résultat extrêmement serré entre vous et L. Jospin ?

- "Je ne sais pas. Je note que les Américains, pour autant, n'ont pas mis en cause les bases de leur démocratie ou de leurs institutions en raison de ce résultat et que le Président américain

leur démocratie ou de leurs institutions en raison de ce résultat et que le Président américain préside. Je dirais surtout que ce qui me paraît essentiel, c'est d'essayer de comprendre le message des Français. Moi, je pense que ce message, en réalité, comporte ou implique une réponse. Cette réponse est d'abord que nous devons garantir les besoins essentiels des Français. Consciemment ou non, ils n'ont pas le sentiment qu'ils sont garantis. C'est d'abord naturellement la sécurité. On le voit tous les jours et partout. La sécurité des biens et de personnes, mais, au-delà, ce sont les sécurités qui permettent à la vie de s'épanouir normalement. Je pense naturellement à la garantie des retraites, je pense à la santé qui est aujourd'hui en crise et qui inquiète les Français & je pense à la sécurité alimentaire qui est un souci permanent - on le voit - dans notre pays & je pense à la sécurité de l'environnement, depuis les agressions sur nos plages par des pétroliers jusqu'au réchauffement de la planète avec l'émission de gaz à effet de serre. Tout ceci doit être réellement pris en compte dans un Etat - je le répète - renforçant son autorité, de façon à garantir aux Français un certain nombre de besoins essentiels. A partir de là - c'est le deuxième volet de ce dont ils ont, je pense, besoin -, il faut élargir l'espace de liberté et d'initiative autour de chaque citoyen. C'est-à-dire limiter les contraintes bureaucratiques, fiscales, administratives excessives qui pèsent sur l'ensemble des Français et qui freinent leur énergie, leurs initiatives. Le troisième point, c'est naturellement faire en sorte que chaque Français trouve sa place. Il n'est pas normal qu'il y ait dans notre pays tant de pauvres malgré les années de croissance, tant d'exclus qui relèvent naturellement d'une aide d'une nature différente de la part de la collectivité. Il n'est pas normal qu'on ait encore des problèmes d'emplois aussi importants que ceux que nous connaissons et qui nous situent, dans ce domaine, très bas dans l'échelle des pays européens. Un effort sur l'emploi, la réduction massive des charges sociales portant sur les emplois, notamment les moins qualifiés, en particulier pour les jeunes & un effort réel pour permettre, par des contrats adaptés, d'insérer les jeunes et de leur donner un emploi dans l'entreprise. Tout cela représente un ensemble qui doit être mis en oeuvre aujourd'hui. Vous savez, je crois, qu'est venu, aujourd'hui, le temps de l'action et le temps de la décision." (source : Premier ministre, Service d'information du gouvernement, le 15 avril 2002)